COMMUNIQUE DE PRESSE 24.02.2016

**Agenda 2020: droits de l’homme, conditions de travail et mesures anti-corruption doivent être au coeur des candidatures pour les jeux olympiques**

Les droits de l’homme, les conditions de travail et les mesures anti-corruption doivent être une priorité à chaque étape des Jeux Olympiques, afin d’éviter que ceux-ci ne deviennent synonyme d’oppression. C’est ce qu’a déclaré aujourd’hui la Sport and Rights Alliance (SRA) avant la tenue, cette semaine, d’une réunion clé du Comité International Olympique.

La commission exécutive du CIO se réunira à Rio du 26 au 28 février afin de discuter de la mise en œuvre de l’Agenda 2020, sa « feuille de route stratégique pour l’avenir du Mouvement Olympique », approuvée en décembre dernier. Cet agenda comprend des mesures de lutte contre les discriminations, des normes relatives aux conditions de travail ainsi que des propositions visant à renforcer la transparence et promouvoir la bonne gouvernance.

Dans une lettre adressée au président du CIO Thomas Bach, la SRA déclare :

« Les grands évènements sportifs donnent trop souvent prétexte à des évictions forcées destinées à faire place aux infrastructures, à l’exploitation des ouvriers, à l’enfermement de militants, à des dommages environnementaux irréparables et à une gestion des candidatures notoirement opaque. »

« Les recommandations de l’Agenda 2020 du CIO nous donne la chance de changer cette situation et de garantir que les droits de l’homme, l’environnement et les mesures anti-corruption soient au cœur de toutes les étapes des Jeux Olympiques – des candidatures jusqu’à leur développement, leur réalisation et leur évaluation finale.»

Cette lettre a été envoyée alors que le CIO se prépare pour la clôture, en septembre, des dépôts de candidature pour les Jeux Olympiques de 2024 et en amont de l’inauguration des Jeux Européens de Bakou en Azerbaïdjan - pays où sont détenus au moins 20 prisonniers d’opinion et où l’on peut être enfermé sur la base de fausses accusations pour avoir critiqué le gouvernement.

Elle fait suite à la condamnation générale qu’ont provoqué les révélations faites l’année dernière, à l’occasion des Jeux Olympiques d’hiver de Sotchi, sur la position scandaleuse de la Russie vis-à-vis des droits des homosexuels, de la protection de l’environnement et de la liberté d’expression, ainsi que les évictions forcées menées au Brésil en vue des Jeux Olympiques de Rio en 2016 et les récentes allégations de corruption touchant des fédérations sportives nationales et internationales. Sans oublier les polémiques soulevées par d’autres évènements sportifs, qui ont suscité un tollé mondial, comme les violations des droits des migrants qui travaillent sur les chantiers de la Coupe du Monde de 2022 au Qatar et les violences policières ayant eu lieu pendant les manifestations contre la Coupe du Monde au Brésil l’année dernière.

Afin de garantir que les Jeux Olympiques de 2024 et tous les évènements Olympiques suivants puissent «être l’occasion de célébrer non seulement des succès sportifs mais également la défense réelle des principes fondamentaux de l’Olympisme » la SRA recommande au CIO d’inclure dans les critères d’évaluation des dossiers de candidature et dans le contrat de la ville hôte pour 2024 des normes en matière de droit du travail et de droits de l’homme relatifs à la liberté d’association, le droit à la négociation collective, la protection contre la discrimination à l’embauche et la suppression du travail forcé et du travail des enfants.

Elle suggère au CIO d’adopter des « procédures rigoureuses en matière de contrôle et de surveillance afin de garantir que les Jeux ne puissent engendrer ou contribuer à créer des violations des droits de l’homme pendant l’organisation et la tenue d’un évènement Olympique ». Il est également essentiel de mettre en place des mesures permettant d’assurer que le CIO respecte les normes les plus strictes en termes de lutte contre la corruption et d’intégrité commerciale.

De plus, la lettre indique que ces normes ne pourraient reposer sur la bonne volonté des parties prenantes, elles devraient être contraignantes et non-négociables. Parallèlement, le CIO devra immédiatement mettre en place un mécanisme de surveillance indépendant afin de s’assurer que les engagements pris au moment des candidatures et fixés dans le contrat de la ville hôte soient respectés sur toute la durée de l’évènement.

Ignacio Packer, Secrétaire Général de Terres des Hommes (TDIHF), membre de la SRA, a déclaré :

*« L’Agenda 2020 peut permettre au CIO de montrer la voie à suivre à d’autres organismes sportifs majeurs. En tant qu’organisation de défense des droits de l’enfant, Terre des Hommes demande, à travers sa campagne Children Win (*[*www.childrenwin.org*](http://www.childrenwin.org)*), que l’on prenne en compte dans le processus de candidature les avantages et les risques que représentent les Méga-événements sportifs pour les enfants, avant pendant et après leur tenue. Terre des Hommes croit fermement qu’un changement est possible. En tant que membre de la coalition Sport and Rights nous proposons au CIO notre soutien basé sur notre expertise, afin que les prochains Jeux associent le succès sportif au véritable esprit Olympique ».*

La SRA est une coalition d’ONG de premier plan, de groupes sportifs et de syndicats, dont : Amnesty International, FIFPro – le syndicat international des footballers, Football Supporters Europe, Human Rights Watch, la Confédération syndicale internationale, Supporters Direct Europe, **Terre des Hommes** et Transparency International Allemagne.

**FIN**

**POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS, MERCI DE CONTACTER**

**Dr. Marianne Meier**

Chef de projet ‘Children Win’

marianne.meier(arobase)terredeshommes.org

+41 78 664 77 57

www.terredeshommes.org

www.childrenwin.org

La campagne “Children Win” expose les changements dont nous avons tous besoin afin de rendre les Méga-événements sportifs équitables et sûrs pour les enfants. La campagne ne parle pas au nom des enfants – elle donne à leurs voix un plus grand écho.

Nous encourageons les dirigeants de l’industrie sportive, les entreprises, les médias et le grand public à rencontrer les enfants dont nous avons croisé la route sur [www.childrenwin.org](http://www.childrenwin.org). Laissez-les vous raconter l’impact que les Méga-événements sportifs ont eu sur leurs vies.